

Convention collective départementale

IDCC : 1470. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(INDRE-ET-LOIRE)**

(10 septembre 1987)

(Bulletin officiel n° 1988-7 bis)

(Etendue par arrêté du 1^{er} juin 1988,
Journal officiel du 9 juin 1988)

ACCORD « SALAIRES » DU 9 NOVEMBRE 2009

NOR : ASET1050070M

IDCC : 1470

PRÉAMBULE

Il est rappelé que le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel non cadre des entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire. Les ingénieurs et cadres (y compris les cadres transposés) dépendent de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972 modifiée, ainsi que de ses avenants annuels.

Les parties signataires décident de fixer des rémunérations annuelles garanties et des rémunérations minimales hiérarchiques suivant le barème figurant en annexe au présent accord.

A. – Rémunérations annuelles garanties (RAG)

En application de l'accord national du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991 ainsi que de l'article 8 de la convention collective de la métallurgie d'Indre-et-Loire du 10 septembre 1987, les rémunérations annuelles garanties sont fixées, sans dérogation possible que ce soit par accord d'entreprise ou accord de branche, conformément aux articles L. 2253-1 et suivants du code du travail, à partir de l'année 2009, selon le barème figurant en annexe au présent accord et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures, soit 151,67 heures par mois et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des rémunérations annuelles garanties.

Les parties soussignées conviennent de rechercher les moyens susceptibles de permettre un retour à une hiérarchisation de la grille des salaires.

B. – Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Les minima hiérarchiques sont fixés par les barèmes ci-après. Ceux-ci sont calculés sur la base d'une valeur de point de 4,60 € à partir du 1^{er} janvier 2010 appliquée aux coefficients de l'échelle finale définie à l'article 10 de l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenues en multipliant la valeur du point par le coefficient attribué au poste du salarié. Elles servent exclusivement de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Conformément à l'article 13 *bis* de la convention collective, il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif et assorties des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par les dispositions conventionnelles applicables.

Elles supportent le cas échéant les majorations pour heures supplémentaires.

C. – Indemnité de panier de nuit

Conformément à l'article 21 du II de la convention collective, l'indemnité de panier de nuit est fixée à 6,70 € à compter du 1^{er} janvier 2010.

D. – Dépôt

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article D. 2231-2 du même code.

E. – Clause de rendez-vous

Les parties signataires conviennent de se revoir dans le courant du premier semestre 2010.

Fait à Tours, le 9 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM de Touraine.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;
CFE-CGC ;
CFDT ;
CFTC.

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties applicable à partir de l'année 2009

Base 151,67 heures par mois, soit 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE sauf atelier	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	1	140	15 954		O1	15 954
	2	145	16 002		O2	16 002
	3	155	16 016		O3	16 031
II	1	170	16 190		P1	16 233
	2	180	16 300			
	3	190	16 414		P2	16 715
III	1	215	16 580	AM1	P3	16 945
	2	225	16 801			17 469
	3	240	17 836	AM2	TA1	18 724
IV	1	255	18 764	AM3	TA2	19 704
	2	270	19 679		TA3	20 663
	3	285	20 772	AM4	TA4	21 812
						22 230

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE sauf atelier	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
	1	305	22 205	AM5		AM5 23 759
	2	335	24 368	AM6		AM6 26 072
	3	365	26 525	AM7		AM7 28 380
		395	28 765			30 778